



Référence bibliographique :
Pierre Vanderstraeten, "La part des architectes", *lieuxdits#1*, juin 2011, p.12.

La revue lieuxdits
Faculté d'architecture, d'ingénierie architecturale, d'urbanisme (LOCI)
Université catholique de Louvain (UCL).

Éditeur responsable : Jean-Paul Verleyen, place des Sciences, 1 - 1348 Louvain-la-Neuve
Comité de rédaction : Martin Buysse, Damien Claeys, Gauthier Coton,
Jean-Philippe De Visscher, Guillaume Vanneste, Jean-Paul Verleyen
Conception graphique : Nicolas Lorent
Impression : école d'imprimerie Saint-Luc Tournai



ISSN 2294-9046
e-ISSN 2565-6996

<https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal:182747>



UCL
Université
catholique
de Louvain

www.uclouvain.be/loci.html

La part des architectes

Pierre Vanderstraeten

La crise politique, dont ne semble pas pouvoir sortir notre pays, nous interroge dans la mesure où la conduite des affaires publiques est indissociablement liée au territoire.

Or, de quel territoire peut-il être question aujourd'hui ?

William Rees, un des pères concepteurs de l'empreinte écologique, a mesuré que celle de la Région de Bruxelles-Capitale équivaut à 408 fois sa superficie, soit quelques 66 096 km², ce qui représente 2,2 fois la surface du territoire belge. La question se pose dès lors de savoir ce que peut signifier la revendication politique d'une « région à part entière », maître du destin de son territoire, lorsqu'on prend en compte la dépendance du fonctionnement de Bruxelles d'un territoire dont les limites sont à ce point éloignées des limites de son territoire institutionnel ?

Au-delà de toute capacité et volonté de coopérer entre niveaux de pouvoir et entre régions voisines, l'écart entre territoires politiques et territoires écosystémiques n'a-t-il pas atteint aujourd'hui une ampleur proprement démesurée qui, loin de tout enjeu linguistique, serait la cause structurelle des blocages auxquels on assiste ?

S'il est bien difficile d'évaluer précisément l'évolution historique de cette empreinte écologique, la transformation de nos territoires au cours des deux derniers siècles atteste d'une dissociation

fonctionnelle et spatiale progressive entre villes, industries et agriculture qui a contribué à produire ce puissant imaginaire contemporain du zonage, lequel traverse l'ensemble des représentations de nos lieux de vie, qu'il s'agisse de l'habitat, des activités économiques productives, du commerce ou encore du loisir.

La fin du pétrole bon marché et abondant nous conduit à penser un réen-castrement fonctionnel et spatial de l'ensemble des activités dont la qualité devra être à la hauteur de ses performances environnementales, sociales et économiques.

Chance pour l'architecture ! Car si l'architecture est avant tout relationnelle, comme le développe Roland Matthu, le mouvement de l'écotransition de nos territoires habités dans lequel nous nous engageons aujourd'hui est de nature à stimuler un vivifiant terreau d'inventions audacieuses, de mélanges, d'hybridations, de superpositions, de partages, comme autant de proximités appelées à se substituer aux machines énergivores. Il revient de toute urgence aux architectes de proposer de telles nouvelles mises en situation porteuses d'une écocitoyenneté heureuse et responsable.

La politique est bien l'affaire de tous.

Mars 2011